



Déclaration de Rotterdam

Nous, maires et élus municipaux et régionaux de 24 pays européens, réunis à Rotterdam, aux Pays-Bas, à l'initiative du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, du Forum européen pour la sécurité urbaine et de la Ville de Rotterdam,

Forts de l'expérience acquise dans le cadre de l'Alliance des villes européennes contre l'extrémisme violent, lancée le 18 novembre 2015 à Aarhus, au Danemark,

Conscients du fait que la menace des tendances extrémistes continue de s'accroître, touchant de plus en plus de sociétés à différents niveaux,

Déterminés à défendre nos valeurs, à savoir le respect des droits de l'homme et de la dignité face à ces menaces,

- rappelons le rôle clé des collectivités locales en tant que garantes des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit au niveau local,

- soulignons la nécessité d'appliquer des stratégies pluri-institutionnelles, en élaborant un plan d'action qui réunira tous les acteurs locaux œuvrant à prévenir la radicalisation, en allouant des ressources et en coordonnant les actions avec les différents niveaux de gouvernance ;

- nous engageons à mettre nos ressources en commun pour former à la fois les personnels des collectivités locales et d'autres acteurs, qui se trouvent en première ligne face à la radicalisation, sur la manière de concevoir et de mettre en œuvre une approche interconvictionnelle de l'élaboration des politiques locales et de garantir le respect de la diversité culturelle et des droits de l'homme ;

- informons les populations, en adressant un message de cohésion à nos sociétés ;

- décidons de poursuivre cette coopération et convenons d'agir dans tous les domaines susmentionnés ;

- insistons sur l'importance de la prévention ainsi que la répression et convenons de renouveler notre alliance à Barcelone en 2017.

9 novembre 2016